



HAL
open science

Désarmement et sous-développement

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Désarmement et sous-développement. Mondes en Développement, 1993, 21 (83).
hal-03030952

HAL Id: hal-03030952

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03030952>

Submitted on 30 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Désarmement et sous-développement

Jacques Fontanel

Mondes en développement
1993. 21(83).

Les dépenses militaires sont analysées comme des dépenses improductives, un fardeau social qu'il convient de réduire eu égard aux contraintes de sécurité nationale. L'idée d'un désarmement pour le développement a été un enjeu politique important qui ont incité les économistes à engager de nombreuses études sur ce thème. Les études engagées produisent des résultats hétérogènes concernant l'utilité d'un désarmement, avec ou sans aide internationale, pour les économies des pays en développement. Un désarmement qui conduit à l'insécurité internationale ne permet pas au développement économique de se généraliser. Un développement fondé sur des effets de domination favorise les conflits et les guerres. Le choix n'est pas celui du beurre ou du canon, car parfois le beurre a été obtenu avec le canon. Dans ce contexte, l'idée du lien entre désarmement et développement ne doit pas être soutenue que par les seuls économistes, elle implique une réflexion sur la nature même de l'homme.

Military expenditure is analysed as unproductive expenditure, a social burden that needs to be reduced in view of national security constraints. The idea of disarmament for development has been an important political issue that has prompted economists to undertake numerous studies on the subject. The studies undertaken produce heterogeneous results regarding the usefulness of disarmament, with or without international assistance, for the economies of developing countries. Disarmament that leads to international insecurity does not allow economic development to become widespread. Development based on domination effects promotes conflicts and wars. The choice is not between butter or cannon, because sometimes the butter has been obtained with the cannon. In this context, economists alone should not support the idea of the link between disarmament and development; it implies a reflection on the very nature of mankind.

Désarmement, Développement économique, sous-développement, aide internationale
Disarmament, economic development, international aid, underdevelopment

La situation économique internationale, propice au désarmement, est dominée par la crise économique, de gravité inégale, des deux grandes puissances nucléaires mondiales. Celle-ci les oblige, à défaut de disposer d'une supériorité stratégique incontestable, à chercher une respiration économique et financière favorable à une nouvelle croissance économique. La fin du « socialisme vécu » ne se concrétise pas vraiment par le triomphe d'un capitalisme miné par le chômage, les inégalités sociales et l'insuffisante satisfaction des besoins fondamentaux de populations entières. Sans une organisation internationale établissant des règles de protection des économies fragiles, l'économie de marché conduit inéluctablement à des rapports de force, à de nouveaux effets de domination et donc à des situations potentielles de conflits.

L'analyse des bénéfices économiques du désarmement a trop souvent été rapidement résumée par l'expression populaire « le beurre ou le canon ». Les dépenses militaires sont analysées comme des dépenses improductives, un fardeau social qu'il convient de réduire eu égard aux contraintes de sécurité nationale. Dans ces conditions, le désarmement apparaît comme une mesure favorable au développement économique des Nations. Cette thèse triviale est contestable, le désarmement ne peut avoir de sens que dans des conditions historiques particulières, comme la disparition du mode de production capitaliste pour Marx, la fin du « socialisme vécu » pour les néo-classiques ou la disparition du sous-développement pour les partisans du Nouvel Ordre Economique International (NOEI). Les fameux dividendes de la paix sont particulièrement discutables si les conditions établies ci-dessus ne sont pas remplies. Cette étude fait appel à des analyses pluridisciplinaires que semblent vouloir éviter les économistes du courant dominant, parce qu'elles rappellent l'existence de « pouvoirs discrétionnaires » faiblement compréhensibles pour une théorie économique décidée à se présenter comme une science. Les conflits ne s'arrêtent pas à la production des armes. Ils s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques ou culturelles. Un désarmement est inutile et même dangereux si aucune action n'est entreprise pour supprimer les causes de la course aux armements. Le sous-développement constitue une menace pour la paix mondiale et le désarmement, souhaitable en soi sur une planète surarmée, n'en reste pas moins une procédure dangereuse si elle s'accompagne du maintien des inégalités et de la violence économique quotidienne.

Le désarmement et le développement sont deux objectifs essentiels de notre temps. La question est de savoir s'il est judicieux de les lier dans les négociations internationales. Il faut considérer les

conséquences négatives des dépenses militaires sur la sécurité nationale, étant entendu que ce qui assure la sécurité d'un pays constitue bien souvent une menace pour les autres pays. Dans ces conditions, le caractère non productif de la course aux armements est affirmé. La démilitarisation de l'économie libère des ressources, dont la réaffectation exige des décisions stratégiques, politiques et économiques qui concilient les objectifs de la croissance et la redistribution des ressources au profit des plus démunis. Pour la Charte des Nations Unies, la démilitarisation implique le respect de l'égalité souveraine des Etats membres, la prohibition de l'usage de la menace de la force contre l'intégrité territoriale des Etats, la reconnaissance de l'inviolabilité des frontières, la renonciation de toute action à l'encontre de l'indépendance et de l'unité nationales, la non-intervention dans les affaires internes des autres Etats et la non-assistance au terrorisme. Ces principes pourraient être respectés par des échanges systématiques d'informations militaires, la publication des dépenses militaires, le retrait des troupes aux zones frontières, l'établissement d'un système de communication rapide et direct entre les autorités civiles et militaires. Trois gouvernements français ont demandé la création d'un Fonds International de Désarmement pour le développement (FIDD) qui aurait permis, grâce aux sommes économisées dans l'armement de développer des activités productives et, par une procédure d'aide aux pays en voie de développement, de généraliser le développement. La relation entre le désarmement et les pays en voie de développement est complexe. Elle peut être étudiée sous deux angles :

- Les obstacles économiques au désarmement dans les pays en développement.
- Les effets économiques d'un désarmement sur les pays en voie de développement.

Les obstacles économiques au désarmement dans les pays en développement

Il existe deux obstacles fondamentaux au désarmement des pays du Tiers Monde. D'abord, les facteurs économiques constituent des armes créatrices d'effets de domination. Dans ces conditions, les pays les plus démunis se sentent menacés dans leur survie quotidienne, leur rappelant constamment la violence de l'ordre économique international. Ensuite, l'existence de fortes industries d'armement dans les pays développés est susceptible de créer de graves problèmes économiques et sociaux dans le cadre de la conversion des activités.

Les effets de domination et les nouvelles cartes de la concurrence

Les guerres de colonisation ont été des causes fondamentales, mais non exclusives, du sous-développement. Elles ont abouti à l'essor des cultures d'exportation aux dépenses des cultures vivrières, à l'exploitation minière intensive, à la destruction des artisanats locaux, à l'établissement de frontières nationales aberrantes, au développement d'économies désarticulées, entièrement tournée vers la métropole. Les grandes négociations de l'Uruguay Round ont rappelé l'existence des rapports économiques et commerciaux conflictuels, et la menace d'utilisation d'armes, notamment nucléaires, constitue toujours un facteur décisif de diffusion d'un mode de production dominant et du maintien des pouvoirs internationaux existants. L'autonomie d'un pays est d'autant plus affectée qu'un partenaire exerce sur lui une emprise structurelle fondée sur des rapports de force militaires. Dans ces conditions, une procédure de désarmement modifie incontestablement ces rapports de pouvoir.

L'économie est devenue un instrument de pouvoir. Les stratégies oblique de dissuasion, les mesures économiques de rétorsion, les embargos, les boycotts sont autant d'armes puissantes, dont les effets économiques et politiques dépendent des mesure de défense de chaque pays et des solidarités internationales. Une procédure de désarmement qui ne prendrait pas en compte l'arme économique est vouée à l'échec (Fontanel, Bensahel, 1993). Plusieurs stratégies ont été utilisées et elles sont d'autant plus efficaces que les degrés de liberté dans la sphère économique des pays en développement sont faibles.

- La première stratégie consiste à refuser de livrer à l'ennemi potentiel les armes qui pourraient se retourner contre l'exportateur. Cependant, la notion d'armes a été conçue de manière large, elle englobe aussi les produits duaux, utiles aussi bien pour le secteur civil que pour la défense militaire. Les Etats favorisent d'ailleurs la vente de produits qui n'améliore pas autant la croissance économique du pays acheteur que celle du pays vendeur. L'échange inégal est clairement revendiqué. Comme il est difficile de définir les technologies à protéger au regard des contraintes militaires, les Etats développés ont plutôt tendance à être restrictifs, limitant ainsi indirectement le potentiel de développement des pays en développement.

- L'appauvrissement par l'effort de préparation à la guerre, stratégie chère au mercantilisme, est l'une des raisons fondamentales de l'effondrement de l'Union soviétique. Une course aux armements réduit le potentiel de développement d'un pays, mais les plus pauvres s'appauvrissent encore plus rapidement. Dans ces conditions, la suprématie d'un Etat est recherchée par des moyens détournés, non pas pour acquérir immédiatement la suprématie militaire, mais pour affaiblir à terme suffisamment l'adversaire au point de le déstabiliser socialement. Le danger de cette politique tient à l'utilisation effective des armes afin justement d'éviter, pour le pays le plus faible économiquement, l'explosion sociale et la crise économique inéluctable. L'économie soviétique n'a pas pu supporter les efforts supplémentaires exigés par l'accroissement de l'effort militaire américain dans le cadre du programme SDI (Strategic Defence Initiative). L'économie américaine n'est pas restée non plus indemne de cette course aux armements, elle en est ressortie affaiblie, même si les apparences de victoire sont trompeuses. Les effets de domination des Etats-Unis ne sont plus aussi productifs. En revanche, les pays du tiers monde ont souvent été entraînés dans cette tourmente systémique et ils ont consacré des sommes importantes à l'achat d'armement.

- La stratégie de la rupture, notamment l'embargo, a pour objectif de déstabiliser l'économie du pays rival. C'est un instrument de représailles ou de dissuasion susceptible de modifier le comportement de l'ennemi potentiel. Elle est d'autant plus efficace que le pays est pauvre ou en crise conjoncturelle. Cependant, cette arme est dangereuse pour celui qui l'utilise, car une rupture prolongée des flux commerciaux peut conduire à une perte définitive de débouchés.

- La stratégie de l'enserrement vise à développer des liens d'interdépendance économique susceptibles de garantir la paix. La dissuasion de l'agression vient des nouvelles solidarités économiques ainsi créées. Cette stratégie est susceptible d'avoir des effets positifs si effectivement elle tend à réduire les inégalités internationales, causes importantes des conflits armés.

- La stratégie de la domination conduit les pays dominants à influencer les pays dominés dans leurs décisions militaro-stratégiques. L'arme économique permet à un pays ou groupes de pays de dominer un autre pays grâce au pouvoir conféré par le monopole d'une fourniture de biens et services vitaux pour sa survie. Les Etats-Unis utilisent souvent l'arme alimentaire à

l'encontre des pays en voie de développement. Washington a les moyens de créer de la dépendance et la volonté d'utiliser la faiblesse des pays dominés pour améliorer simultanément les termes de l'échange et la situation stratégique globale. Dans ce cas, l'économie n'est plus définie par la recherche du bien-être, c'est un moyen comme un autre d'assurer une domination sociale.

Un désarmement qui négligerait le potentiel d'insécurité que constituent les armes économiques ne serait pas durable. L'arme alimentaire n'est pas nouvelle. De nos jours, la production mondiale de céréales pourrait fournir plus de 3000 calories à chaque personne dans le monde. Pour éliminer la malnutrition, il suffirait de réorienter 2% de la production mondiale de céréales vers ceux qui en ont besoin. Selon le Ministre de l'Agriculture de Ronald Reagan, l'arme alimentaire est la plus puissante dont les Etats-Unis disposent pour assurer la paix dans le monde. L'aide à l'étranger va souvent de pair avec l'aide militaire, d'un pays domine. Les pays développés peuvent retarder le processus de désarmement qui réduirait leur domination culturelle, économique, politique et militaire. Cette violence économique empêche les pays les plus démunis de vivre dans une situation de confiance suffisante pour les inciter à engager eux-mêmes un processus de désarmement. L'arme économique constitue un frein au désarmement des pays du Tiers-Monde. La première condition d'un désarmement réussi passe par le refus de tels comportements.

Désarmement et développement des pays en développement producteurs d'armements

L'hypothèse développée par les gouvernements indien et brésilien selon laquelle, par l'application simultanée des politiques d'import-substitution et des pôles de développement, les industries d'armement auraient des effets positifs sur la croissance et donc sur le développement; a fait l'objet de nombreux débats (Fontane, Saraiva, 1986). Pour Saadet Deger (1986) et Nicole Ball (1988), l'armement national est une cause de sous-développement. Certes la production nationale des armes présente quelques avantages comme l'économie des devises rares consécutives à la diminution des importations d'armes, la maîtrise technologique conférée par la production d'armes sophistiquées et la mise en œuvre d'une politique

d'industrialisation fondée sur les activités fondamentales pour le développement économique contemporain. Cependant, les effets d'éviction sont souvent très coûteux et les armes produites doivent être compétitives et exportées, avec tous les risques qu'une telle activité fait encourir à l'ensemble de l'économie nationale ? Pour Robert Looney (1988), la production d'armes s'est avérée plutôt positive pour la croissance économique des pays du Tiers-Monde. Ses résultats économétriques indiquant que :

- Les influences politico-bureaucratiques sont plus influentes dans la détermination des dépenses militaires que les rivalités internationales ;
- Les effets d'éviction des dépenses militaires sur l'investissement national sont moins importants dans les pays producteurs que dans les pays seulement importateurs des armes nécessaires à leur défense.
- Les dépenses militaires n'ont que faiblement contribué à l'essor de la dette des pays du Sud.

Cette analyse contestable sur la forme est opposée à la thèse développée par Wulf (1983) qui estime qu'aucun pays du Tiers-Monde ne peut supporter une telle politique s'il ne possède pas préalablement un secteur industriel fort et diversifié. Dans ces conditions, c'est parce que les pays disposent d'un potentiel industriel élevé qu'ils peuvent fabriquer des armes, mais ce n'est pas vrai réciproquement. David Whyne (1979) estime d'ailleurs que seuls les grands pays en voie de développement peuvent recevoir de réels effets multiplicateurs sur leur secteur civil de leur effort militaire. Michael Ward (1991) montre enfin que si les programmes militaires ont pu avoir des effets plutôt favorables sur la croissance du Brésil et de l'Inde dans la situation florissante dans laquelle se trouvaient les industries d'armement de 1960 à 1985, en termes de coût d'opportunité les autres dépenses publiques auraient eu des effets multiplicateurs plus forts. En outre, l'effondrement des ventes d'armes depuis 1985 ne plaide pas pour une telle stratégie de développement sur le long terme.

Enfin, l'essor des industries d'armement dans les pays en voie de développement conduit à une croissance des dépenses militaires nationales, qui, à long terme, constitue un obstacle au développement économique (Fontanel, Saraiva, 1986). Les économies de devises restent aléatoires, les faibles retombées des technologies militaires sur la production civile, la forte

obsolescence des produits, les effets d'éviction des financements publics et la dépendance à l'égard des exportations sont des effets économiquement négatifs qui remettent en cause une stratégie de développement pour le moins aventureuse.

Quatre grandes politiques de développement ont été engagées ces dernières années dans les pays du Tiers-Monde, à savoir la recherche des avantages comparatifs par la libéralisation du commerce, le développement fondé sur les exportations, l'essor des industries industrialisantes ou les politiques d'import-substitution. La création d'une industrie d'armement n'a pas répondu aux seuls critères économiques ; mais ceux-ci ont souvent été avancés au moment de la décision. La question qui se pose est de savoir ce qui peut conduire à un désarmement en application des politiques déjà engagées et souvent substituables (Fontanel, Bensahel, 1992).

1) D'après les théoriciens libéraux, l'ouverture des frontières économiques promeut le progrès économique et social et elle favorise la paix. Les armes n'ont pas d'autre utilité que celle d'assurer la sécurité nationale et, par une production nationale efficace, de vendre à l'étranger. L'application des règles économiques conduit à considérer que la production des armes peut être réalisée dans le pays parmi les Alliés qui dispose du meilleur avantage comparatif. Dans ces conditions, la libéralisation du commerce ne permet guère aux pays en développement d'accéder à une industrie d'armement autonome de pointe, compte tenu de leur caractère faiblement compétitif dans le secteur industriel. Dans ces conditions, si l'armement est un secteur économique comme les autres, il est difficile de fonder l'industrialisation nationale sur la production des armes. La théorie du cycle des produits de Vernon souligne cependant la tendance irréversible de certains secteurs industriels des pays développés vers les pays en développement, notamment lorsque le produit a un fort input travail, une élasticité-prix de la demande élevée et de faibles coûts de transport. Les pays en développement peuvent alors s'imposer sur le marché des armes traditionnelles dénuées de secrets militaires ou de technologies sophistiquées. Dans cette perspective, les pays en développement ne peuvent assumer seuls la production des armes nécessaires à leur sécurité et la production de leurs produits militaires banalisés répond à des considérations purement économiques. Un processus de désarmement conduit

alors ces pays dans une situation économique difficile puisque le capital disponible pour la production militaire est inadapté aux contraintes de la production civile. Pour être compétitives, les industries d'armement fabriquant des armes conventionnelles technologiquement en situation de maturité ou de déclin doivent produire pour l'exportation ; elles sont alors dépendantes de la conjoncture stratégique, politique et économique. Elles ne peuvent conduire à des effets de développement positifs que dans des conditions de stabilité internationale et de relations apaisées avec leurs clients

2) La politique d'import-substitution propose de produire nationalement ce qui est actuellement importé. Cette stratégie appliquée au secteur de l'armement présente des désavantages certains. L'industrie d'armement n'a pas pour vocation ni la force de favoriser la croissance économique et encore moins l'intégration industrielle. Empiriquement, les effets multiplicateurs de ces investissements militaires sont faibles, compte tenu du divorce qui existe entre les activités militaires et civiles, du fait du secret militaire et de la désarticulation de l'économie. La compétition technologique n'a pas de fin dans le secteur de l'armement et elle accélère l'obsolescence. Cependant, la production des armes entraîne souvent la pénétration du capital étranger et la transnationalisation des industries militaires. C'est pourquoi les pays en développement peuvent difficilement revendiquer l'indépendance économique, car ils sont amenés à se procurer des licences étrangères, technologiquement en voie de dépassement, pour les armes nécessaires à leur défense. Dans ces conditions, la production nationale d'armement peut aller à l'encontre du développement économique du pays. Cette stratégie s'avère catastrophique dans une situation souhaitable de désarmement généralisé.

- La stratégie de développement par les exportations des armes est très dangereuse. L'exportation permet la réalisation des économies d'échelle, mais elle crée aussi une dépendance économique. Souvent les matériels militaires sont vendus moins chers aux acheteurs étrangers qu'au Ministère national de la défense. Il existe des exportations paupérisantes, qui affaiblissent économiquement le pays, en participant à la détérioration des termes de l'échange. Compte tenu des exigences des acheteurs, les économies d'échelle espérées par la

production en série ne sont pas très importantes, sauf pour les matériels très courants, sur lesquels peu de bénéfices sont attendus, compte tenu de la concurrence. Enfin, une telle stratégie est moralement condamnable, puisqu'elle s'oppose à toute procédure de désarmement dont pourraient bénéficier les pays en développement.

- Les gouvernements brésilien et indien ont fortement défendu l'idée selon laquelle les industries d'armement pouvaient devenir des industries industrialisantes, disposant sur place d'un acheteur national, le Ministère de la défense. L'efficacité d'un investissement se mesure par ses effets induits d'entraînement. Dans ce sens, l'industrie militaire constitue un pôle de développement soit par l'effet d'approvisionnement (backward linkage effect) qui met en évidence l'accroissement de la demande de tous les secteurs de production situés en amont du secteur bénéficiaire de l'investissement, soit par l'effet débouché (forward linkage effect) qui touche les secteurs en aval. La production de matériels militaires stimule le secteur civil par l'achat de consommations intermédiaires sur le marché domestique et par la création de nouveaux emplois. Cependant, ces effets d'entraînement ne sont pas décisifs pour le développement, car le risque d'obsolescence est important dans une économie déjà faiblement innovatrice, le risque de l'exportation pour atteindre les économies d'échelle convenables est considérable et les industries militaires sont fortement consommatrices de capital, facteur de production plutôt rare dans les pays du Tiers-Monde.

Les productions d'armement conduisent à une militarisation de l'économie et elles réduisent les potentialités de désarmement. En outre, elles ne sont pas efficaces pour promouvoir le développement économique des pays producteurs d'armes. Dans ces conditions, seules les considérations bien comprises de sécurité nationale devraient être décisives dans la détermination nationale en faveur ou non d'une production nationale d'armement aux effets positifs conjoncturels aussi aléatoires et aux effets négatifs structurels aussi probables.

Les effets économiques d'un désarmement sur les économies des pays en voie de développement

Les effets économiques d'un désarmement pour le développement sont différents selon qu'il y ait ou non transferts de ressources libérées par la réduction des dépenses militaires.

L'impact d'une réduction des dépenses militaires sur les économies des pays en voie de développement

A niveau de sécurité équivalent, si les dépenses militaires sont improductives, toute action tendant à les réduire est économiquement souhaitable, à sécurité égale, évidemment. Conjoncturellement des problèmes économiques naissent d'un désarmement, comme le chômage des conscrits non appelés, les emplois des personnels militaires, la réduction des activités des villes de garnison, la perte de techniques inutilisables dans le secteur civil à court terme, etc. Dans les rapports des Nations Unies, la course aux armements est supposée réduire le potentiel de croissance mondial. Pourtant dans le monde conflictuel contemporain, il est probable que l'augmentation des dépenses militaires a été rendue possible avec le taux de croissance élevé de l'économie et non l'inverse.

La fameuse étude erronée de Benoit (1978), confirmée partiellement par Looney et Frederiksen (1982), estimait que les dépenses militaires n'auraient pas d'effets négatifs sur la croissance économique des pays en développement; cette analyse était fondée sur une analyse économétrique sommaire et un raisonnement simpliste de l'économie des armes (Fontanel, 1984), selon lequel l'effort militaire favoriserait à la fois la modernisation industrielle, la formation et l'information des hommes, l'amélioration des infrastructures, l'utilisation complète des capacités de production, le sens de l'ordre et de la discipline et la volonté nationale d'indépendance. L'esprit militariste serait même susceptible de favoriser le développement de l'épargne et de sa mobilisation. Le pouvoir militaire serait capable d'inciter à l'accroissement du taux d'exploitation des ressources disponibles, de réduire la consommation en faveur d'une épargne productive et d'établir ainsi le socle du développement économique. Dans ce cas, le désarmement ne provoque aucun effet positif décisif pour le développement économique. Cette analyse est très contestable

sur la forme (de simples corrélations) et sur le fond (la modernisation des forces de défense ne conduit pas à la modernisation de l'économie civile). L'effet du désarmement ne peut pas être mesuré indépendamment des politiques économiques engagées par les gouvernements. Une réduction volontaire des dépenses militaires. Il existe des effets d'éviction importants entre le secteur militaire et le secteur civil pour l'embauche des meilleurs cadres et le choix du financement public des investissements. L'analyse de Deger & Smith (1983) produit des résultats inverses. Si à court terme et dans des conditions bien déterminées les dépenses militaires sont susceptibles d'avoir une influence positive sur la croissance, elles exercent, à plus long terme, un impact négatif sur le développement économique. Les analyses économétriques ne transmettent que des informations à court terme et elles sont mal adaptées à l'évolution d'un développement économique sur le temps long.

Plusieurs économistes contestent la positivité de la relation entre les dépenses militaires et la croissance économique. Pour Augusto Varas (1986), les dépenses militaires ont un effet différent selon le niveau de développement des pays du Tiers-Monde. Pour Gyimah-Brempong (1989), les dépenses militaires des pays africains exercent de forts effets d'éviction sur l'investissement productif national. Cette conception est confirmée par Ron Smith pour les pays développés, même si, pour les pays en développement, cette affirmation n'est pas toujours vérifiée.

- La militarisation (Smith & Smith, 1983) des économies des pays en voie de développement n'est pas favorable à leur développement économique à long terme, malgré une mobilisation du surplus qu'elle peut susciter. La rationalité militaire ne rencontre qu'occasionnellement la rationalité économique. Pour la théorie de la diversion des ressources (Melman, 1974), les dépenses militaires sont improductives, elle réduit l'efficacité de l'économie. Elle génère une perte de compétitivité de l'économie et le pervertissement progressif des comportements des agents économiques au regard de la concurrence. Dans les pays non producteurs d'armement, une réduction des dépenses militaires non compensée par une autre dépense publique favorise cependant l'utilisation plus efficace des ressources rares.

Pour les pays producteurs d'armes, un désarmement peut avoir des effets pervers à court terme, notamment pour les industries et les régions directement concernées par les activités industrielles d'armement. A long terme, les impacts économiques devraient être positifs, s'il n'y a pas eu d'effets d'irréversibilité et de politique insuffisante de reconversion des industries impactées. Dans les pays aux ressources rares, il existe quatre effets de substitution, dans l'ordre temporel, sectoriel, régional et catégoriel.

- Il existe un choix entre le présent et l'avenir. Une trop forte dépense de défense limite le développement d'une économie et réduit le potentiel de défense de demain.
- Les secteurs de l'économie sont concernés directement par les choix entre les sphères militaires et civiles. Ainsi l'industrie aéronautique reste très dépendante des achats et de la recherche-développement militaires.
- Les régions sont directement parties prenantes notamment lorsque les industries militaires sont localisées dans des régions bien particulières, depuis longtemps.
- Enfin, les dépenses de défense exercent un effet d'éviction bien connu sur l'investissement national. Dans ces conditions, leurs effets à long terme s'avèrent négatifs.

La théorie du sous-développement comme produit du développement considère que la situation du Tiers-Monde est susceptible de se dégrader, si les entreprises reconverties dans les pays développés viennent concurrencer les produits nationaux ou si elles n'achètent plus les matières premières qui formaient la grande partie de leurs ressources d'exportation. La conversion des biens militaires vers le secteur civil peut conduire à la recherche de nouveaux débouchés et à une concurrence accrue dans ces secteurs. Une réduction des dépenses de R&D militaire au profit du secteur civil peut provoquer un « gap technologique » croissant et un élargissement des inégalités économiques. C'est pourquoi il n'est pas concevable de désarmer sans engager simultanément des actions sérieuses et collectives concernant le transfert réel des ressources.

L'impact d'un désarmement accompagné d'une aide internationale en faveur des pays en développement

Les transferts partiels de ressources épargnées par une réduction des dépenses militaires des grandes puissances en faveur des pays les plus pauvres auraient des incidences positives sur l'économie mondiale, avec une amélioration des relations et des solidarités internationales. Les aides liées au désarmement devraient avoir les mêmes effets que l'aide traditionnelle. Il n'y a pas lieu d'en attendre plus ou moins d'influence, sauf si l'importance quantitative d'un transfert est susceptible de dépasser les seuils à partir desquels l'effort de solidarité exerce des effets économiques significatifs.

L'effort de désarmement ne peut avoir d'effets favorables si l'épargne qu'elle permet de constituer est confisquée par un groupe social qui décide de l'affecter à des emplois improductifs (comme des importations de produits de luxe). Un transfert n'a d'intérêt économique que s'il s'exprime dans des activités fortement productives. Sans quoi, un transfert peut aussi avoir des effets négatifs, suscitant des effets de démonstration et des tensions inflationnistes. Le transfert peut aussi être l'occasion de nouveaux débouchés pour les pays développés et créer une nouvelle dépendance des pays les plus pauvres. Ainsi, James Lebovic (1988) a montré l'importance des considérations politico-économiques de l'aide étrangère américaine, sous toutes les présidences des USA, de Carter à Reagan. Le transfert répond d'abord à des considérations stratégiques et politiques, puis aux intérêts économiques du donateur et enfin aux intérêts du pays bénéficiaires. Les pays en développement doivent éviter les transferts paupérisants, qui ne correspondent pas à ses réelles attentes. Il est enfin nécessaire de rappeler que chaque produit charrie une culture et les valeurs dominantes de la société qui l'a créé.

Enfin, une aide au développement peut conduire à un « mal développement », notamment lorsqu'elle répond à des considérations de stratégie compétitive. Quelques formes de transferts peuvent s'avérer coûteuses à long terme, notamment en frais de fonctionnement, et les contraintes politiques ne sont jamais exclues des engagements des pays riches. L'aide aux pays en voie de développement peut être consacrée à des dépenses de prestige, à accroître les inégalités sociales, à favoriser l'essor de sociétés ne respectant pas les droits de l'homme. Les transferts

peuvent faire l'objet de calculs sordides d'intérêts tendant à habituer les populations à un type de consommation les rendant dépendantes des pays industrialisés.

Quatre modèles de l'économie mondiale fournissent des résultats intéressants :

- Le modèle mondial de Léontieff & Duchin (1983) montre que le transfert des ressources épargnées par le désarmement vers les pays du Sud favorise leur développement économique. Il aurait un effet positif sur l'ensemble des régions du monde, avec une amélioration de la consommation et du PIB des pays arides d'Afrique, des pays d'Asie à faible revenu ou de l'Afrique australe. Ces résultats restent cependant assez peu significatifs. Ainsi, une réduction de 1,2% des dépenses militaires par an de 1980 à 2000 favoriserait la croissance de tous les pays (sauf les pays de l'OPEP), 1% pour le Japon, 1,5% pour l'Amérique du Nord, 3% pour l'Europe, 10% pour l'Asie à économie planifiée, 20 % pour les pays d'Asie à faibles revenus ou pour l'Afrique australe sur une période de 20 ans. Ce modèle est aujourd'hui dépassé et les résultats très optimistes pour les pays d'Europe de l'Est ont été fortement démentis par les faits.

- Cappelén, Bjerhholt, Gleditsch ont simulé quatre hypothèses du Modèle mondial, un scénario de base, une projection stratégique-économique, une réduction progressive des dépenses militaires de l'ordre de 15% toutes les décennies et la même réduction des dépenses militaires, mais avec une volonté de conversion interne ou de transfert vers les pays en développement. Dans le premier cas, les pays développés sont les principaux bénéficiaires. Par contre, avec l'aide internationale, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres tend à diminuer. Ces simulations fournissent les mêmes résultats que ceux de Leontieff & Duchin. Les mêmes critiques peuvent leur être formulées.

- Le modèle mondial de l'UNITED (Royer, 1985) simule un désarmement sans transfert de ressources et un désarmement accompagné d'une recherche internationale de satisfaction des besoins de base pour chaque homme et fondé sur la promotion d'activités économiques de faible dimension et à forte productivité dans les pays en développement. A court terme, la réduction des dépenses militaires déprime la demande et provoque un accroissement du chômage. La seconde politique

provoque au contraire une croissance supplémentaire importante et la création d'emplois, ces effets étant renforcés par les mesures de libéralisation des marchés et des facteurs monétaires. Ces gains restent cependant volatiles et peuvent même être transformés en pertes si une détérioration des termes de l'échange, une augmentation des taux d'intérêt ou des annuités de remboursement se produisaient au détriment des pays en développement. Le désarmement ne peut, seul, résoudre les problèmes des pays en développement. Dans l'hypothèse la plus satisfaisante, la consommation réelle par habitant de l'Afrique subsaharienne continue à se dégrader du fait de l'accroissement trop rapide de la population et de la faiblesse endémique de la production agricole. Il est alors impossible d'améliorer le bien-être de la population africaine sans de substantielles améliorations de la productivité agricole. Il faut enfin que les gouvernements de ces pays sachent qu'ils doivent d'abord compter sur eux-mêmes pour engager leur pays dans la voie du développement économique.

- Les résultats du modèle LINJ (Luckham, 1986) ne manquent pas d'intérêt. Ainsi, une réduction des dépenses militaires de 10 %, accompagnée s »une amélioration de l'aide internationale fixée à 0,7% du PIB des pays développés, est susceptible de provoquer, dans le meilleur des cas d'un transfert portant uniquement sur des biens d'investissement, un accroissement de 1,7% du PIB des pays en développement et 0,2% pour les pays développés. Cependant, l'aide n'est pas toujours utilisée à bion escient. Il faudrait que 60 % de l'aide soit consacrée aux biens d'investissement<; Le désarmement requiert une série de décisions sur les priorités publiques, sur l'ordre économique international, sur la nature du développement, sur le taux et la direction du progrès technologique susceptible d'être développé dans une société moins militarisée, sur la gestion de l'environnement ou sur la réallocation et la répartition des ressources économiques.

Les résultats sont globalement favorables au désarmement pour le développement, puisque si à court terme les pays développés peuvent subir une légère récession, à plus long terme les effets sont plutôt positifs, même si les résultats ne sont pas vraiment significatifs statistiquement. Les transferts permettent un rétrécissement des écarts de croissance. La question est de

savoir si les pays développés souhaitent une telle conclusion étant entendu que les écarts de revenus constituent des indicateurs intéressants de satisfaction des besoins des populations.

Conclusion

Le désarmement pour le développement regroupe deux objectifs fondamentaux des sociétés modernes. Leur lien est naturel, à condition de ne pas le limiter à la seule réduction des dépenses militaires qui, souhaitable en elle-même, n'en est pas moins insuffisante si elle se réalise dans un monde d'inégalités ou d'oppressions économiques et sociales. Si la course aux armements a connu un coup de frein avec la crise des pays d'Europe de l'est, il ne faut pas oublier que les dernières guerres mondiales ont opposé des grandes puissances capitalistes. La fin du « socialisme vécu » n'a pas éliminé toutes les causes de conflits et de guerre. Le désarmement n'a de sens que si l'on réduit les causes fondamentales des conflits que sont la lutte pour le pouvoir, les inégalités sociales et sociétales, les intolérances idéologiques ou religieuses. Dans ce contexte, l'idée du lien entre désarmement et développement ne doit pas être soutenue que par les seuls économistes, elle implique une réflexion sur la nature même de l'homme.

Notes et Bibliographie

Ball, N. (1988), *Security and Economy in the Third World*, Princeton University Press.

Benoit, E. (1973), *Defence and economic growth in developing countries*, Lexington Books.

Cappelen, Gleditsch, Bjerkholt (1982), *Global conversion from Arms to development aid*, PRIO, Norway publications.

Chesnais, F. (1990), *Compétitivité internationale et dépenses militaires*, Economica, Paris.

Colard, D., Fontanel, J. Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement, un pari difficile*, Stratégique, Fondation des Etudes de Défense Nationale, Paris.

Deger, S. (1986) *Military Expenditure in the Third World*. Routledge and Kegan Paul, London.

Deger, S., Smith, R. (1983), Military Expenditure and growth in Less developed Countries, *Journal of Conflict Resolution* 27(2).

Deger, S., West, R. (1987), *Defence, Security and Development*, Frances Pinter, London.

Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.

Fontanel, J. (1985) L'intérêt d'un Fonds International de Désarmement pour le Développement. *Etudes Internationales*. Québec, Canada, Septembre.

Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1986), Le désarmement pour le développement, *Arès, Défense et Sécurité* Grenoble, Mai.

Fontanel, J. (1986), *The creation of an International Disarmament Fund for Development*, Colloquium "Defence, Security and Development, University of London, London, 20 March.

Fontanel, J., Saraiva, J. (1986), Les industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde. *Etudes Polémologiques*, n°430.

Fontanel, J., Smith, R. (1987) The creation of an International Disarmament Fund for Development, in "*Defence, Security and Development*", Francis Pinter, London, June

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), Les nouveaux équilibres économiques et stratégiques internationaux, in *Les dix principales questions économiques d'aujourd'hui et de demain*, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J, Ward, M. (1993), Military Expenditures, Armaments and Disarmament, *Defence Economics*, n°1.

Fontanel, J. (1991), Third World Economic Consequences of the East-West Disarmament Process, in *Disarmament Agreements and Negotiation, The Economic Dimension*, UNIDIR, Dartmouth.

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble

Fontanel, J. (1993), La gestion économique du désarmement. Dix principes positifs, in « *Economistes de la paix*, (J.Fontanel ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J. , Bensahel, L. (1993) La guerre économique, *Arès défense et sécurité*.

Fontanel, J. (1993), Disarmament for development in favour of developing countries, *The Economics of International Security, Essays in Honour of Jan Tinbergen*, Preface Lawrence Klein, Mac Millan

Frederiksen, Looney (1985), An another look of Defence spending and economic growth in developing countries, *Defense Analyses*, September.

Gyimah-Brempong, K. (1989), Defence spending and Economic Growth in Subsaharian Africa, *Journal of Peace Research*, n°1.

Hartley, K. (1993), Aspects économiques du désarmement in *Economistes de la paix*, (J. Fontanel, ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Klein, L. (1993), Désarmement et développement. La signification, in *Economistes de la paix*, (J. Fontanel, ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble

Lebovic, J. (1988), National Interests and United States Foreign Aid, *Journal of Peace Research* 25(2).

Leontieff & Duchin (1983), *Military Spending: Facts and Figures. Worldwide implications and Future Outlook*, Oxford University Press.

Looney, R. (1988), *Third World Military Expenditures and Arms Production*, MacMillan Press, London.

Luckham, R. (1986), *Disarmament and Development in all its aspects*, UN Department of Disarmament Affairs, January.

Maizels, A., Nissanke, M.N. (1987), The determinants of military expenditures in developing countries, in *Defence, security and development*, Frances Pinter. London.

Pivetti, M. (1993), Military Spending as a burden on growth: an underconsumptionist critique, *Cambridge Journal of Economics*.

Melman, S. (1974), *The permanent war economy*, Simon & Schuster, NY.

Royer, J. (1985), *The Long-Term Employment impact of Disarmament policies*, ILO, December.

Schmidt, C., Blackhaby, H eds (1987), *Peace, Defence and Economic Analysis*, McMillan Press, London.

Sen, A. (1983), Development: Which way now ?, *Economic Journal* 93.

Smith, D, Smith, R. (1983), *The economics of militarism*, Pluto Press, London.

Smith, R., Humm, A., & Fontanel, J. (1987). Capital labour substitution in defence provision. *Defence Security and Development*, 69-80.

Smith, R., Humm, Fontanel (1985), The Economics of Exporting Arms, *Journal of Peace Research*

Smith, R. (1987), Military Expenditure and Capitalism, *Cambridge Journal of Economics*, 1.

Smith, R., Fontanel, J. (1993), Le couple désarmement pour le développement dans la pensée économique, in *Economistes de la paix*, (J. Fontanel, ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Tinbergen, J. (1993), Paix et économie, in *Economistes de la paix*, (J. Fontanel, ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble

UNIDIR (1992), Economic Aspects of Disarmament: Disarmament as an Investment process, A/47/346/ 2è, August.

Varas, A. (1986), Military spending and the development process, *Disarmament* IX(3).

Ward, M. (1991), *Military technologies and Economic Development*, Arès, *Défense et Sécurité*, Grenoble.

Whynes, D.K. (1979), *The Economics of Third World Military Expenditures*, University of Texas Press, Austin.

Wulff, H. (1983), Developing Countries, in *The structure of the Defense Industry*, Croom Helm, London.